

ACTION URGENTE

ZIMBABWE. UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS JUGÉ DANS DEUX PROCÈS

Evan Mawarire, pasteur et défenseur des droits humains au Zimbabwe, doit comparaître devant le tribunal de première instance le 19 septembre pour « incitation à la violence publique », et devant la Haute Cour le 25 septembre pour « subversion d'un gouvernement conforme à la Constitution ». Ces deux procès sont liés à son travail en faveur des droits humains.

Evan Mawarire, défenseur des droits humains qui dirige le mouvement #ThisFlag au Zimbabwe, doit comparaître devant le tribunal les 19 et 25 septembre lors de deux procès distincts liés à son travail en faveur des droits humains.

Il a été arrêté le 1er février à son arrivée à l'aéroport international de Harare. Sa famille et lui avaient fui le pays car ils craignaient pour leur vie. Cet homme a été inculpé de « subversion d'un gouvernement conforme à la Constitution » en vertu de l'article 22 de la Loi de réforme et de codification du Code pénal pour son rôle dans le mouvement #ThisFlag, qui a lancé une opération nationale « ville morte » au Zimbabwe le 6 juillet 2016 pour protester contre la dégradation des conditions socioéconomiques. Cette infraction est passible de 20 ans de réclusion. Il a été libéré sous caution le 8 février à condition que l'État garde son passeport. En avril, l'avocat d'Evan Mawarire a fait appel des conditions de sa libération sous caution, et a notamment mentionné le manque de préparation de l'État pour le procès. La Haute Cour lui a rendu son passeport et lui a ordonné de se présenter au poste de police une fois par semaine. Le tribunal a également pris les titres de propriété de ses parents en garantie. Son procès débute le 25 septembre à la Haute Cour.

Evan Mawarire a de nouveau été arrêté le 26 juin pour avoir animé des séances de prière avec des étudiants en médecine de l'université du Zimbabwe protestant contre la hausse des frais de scolarité. Il a été inculpé d'« incitation à la violence publique » à l'université du Zimbabwe et a de nouveau été libéré sous caution, une nouvelle fois à condition qu'il se présente une fois par semaine au poste de police et qu'il donne son passeport. Le magistrat a fixé la date du procès au 12 septembre, et le tribunal a décidé d'annuler les conditions de sa libération sous caution. Cependant, les autorités ont refusé de lui rendre son passeport. Le procès a été repoussé au 19 septembre après que quatre témoins à charge ne se soient pas présentés au procès.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités du Zimbabwe d'abandonner toutes les charges pesant contre Evan Mawarire ;
- appelez-les à cesser de harceler, d'intimider et de persécuter Evan Mawarire et à garantir sa sécurité ;
- rappelez-leur que, aux termes de la Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme, tous les États ont la responsabilité de prévenir les atteintes aux droits humains, y compris les violences, les menaces et tout autre acte arbitraire, visant des défenseurs des droits humains qui ne font que mener leurs activités légitimes, et d'enquêter sur ces agissements ;
- demandez-leur de mettre fin aux manœuvres d'intimidation et au harcèlement, sous toutes leurs formes, ainsi qu'aux arrestations et détentions arbitraires, qui visent des dirigeants de l'opposition et des défenseurs des droits humains au Zimbabwe, notamment par le biais d'une utilisation abusive du système judiciaire.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 30 OCTOBRE 2017 À :

République du Zimbabwe

Robert G. Mugabe
Munhumutapa Building
Samora Machel Avenue
Harare
Zimbabwe

Courriel : info@opc.gov.zw

Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur le Président,

Emmerson D. Mnangagwa
Emmerson D. Mnangagwa
New Government Complex
Corner 4th and Samora Machel Avenue
6th Floor, Block C address 3
Harare, Zimbabwe

Fax : +263 4 772999

Formule d'appel : Dear Minister of
Justice / Monsieur le ministre de la
Justice

Copies à :

Directeur exécutif
Zimbabwe Human Rights Commission
Commissioner
Ms Makanatsa Makonese
144 Samora Machel Avenue
Harare
Zimbabwe
Courriel : info@zhrc.org.zw ou
complaints@zhrc.org.zw

Ministre de la Justice.

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Zimbabwe dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la quatrième mise à jour de l'AU 169/16. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr46/5629/2017/fr/>

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

ZIMBABWE. UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS JUGÉ DANS DEUX PROCÈS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

#ThisFlag est un mouvement sans affiliation politique et actif sur les réseaux sociaux sous le hashtag du même nom. Il a été fondé par Evan Mawarire, un pasteur de Harare (Zimbabwe). En avril 2016, cet homme a publié sur Internet une séquence vidéo dans laquelle il exprimait sa frustration quant à la situation du pays. En juin 2016, Evan Mawarire a invité les citoyens mécontents à signer une pétition en ligne afin de pousser à la démission le ministre de l'Énergie et du Développement énergétique, Samuel Undenge, accusé d'avoir mal géré des fonds publics dans le cadre d'appels d'offres entachés d'irrégularités.

Le 6 juillet 2016, Evan Mawarire a organisé, par l'intermédiaire de #ThisFlag, une journée nationale « ville morte », qui a été massivement suivie : la majorité des Zimbabweens travaillant dans l'économie structurée comme dans le secteur informel ont répondu à son appel en faisant la grève afin de contraindre l'État à répondre à leur demande concernant l'amélioration de la gouvernance. Il a incité la population à mener une action pacifique. Cependant, l'opération a été entachée de quelques actes de violence, en particulier à Bulawayo, où des véhicules et des biens publics ont été incendiés. Des manifestants ont aussi brûlé des pneus sur la route.

Après l'opération, Evan Marawire a appelé les Zimbabweens à une nouvelle opération « ville morte » de deux jours, les mercredi 13 et jeudi 14 juillet 2016. Le 12 juillet 2016, il a été arrêté et inculpé d'« incitation à la violence et de trouble à l'ordre public » en vertu de la section 36 de la Loi de réforme et de codification du Code pénal (chapitre 9:23).

Nom : Evan Mawarire
Homme

Action complémentaire sur l'AU 169/16, AFR 46/7099/2017, 18 septembre 2017